
Quelques contributions à l'examen de la question nationale

Pierre-Alain Cotnoir

2015

Les jeunes et la question nationale

Depuis le référendum de 1995, ce sont plus de 1 800 000 électeurs qui, n'ayant pas alors l'âge de voter, se sont ajoutés à l'électorat du Québec. Parmi ce contingent d'électeurs, une très forte proportion de francophones affirmait en février 2014 qu'ils auraient voté NON à un référendum portant sur la souveraineté du Québec assortie d'un partenariat économique et politique avec le Canada (Figure 1).

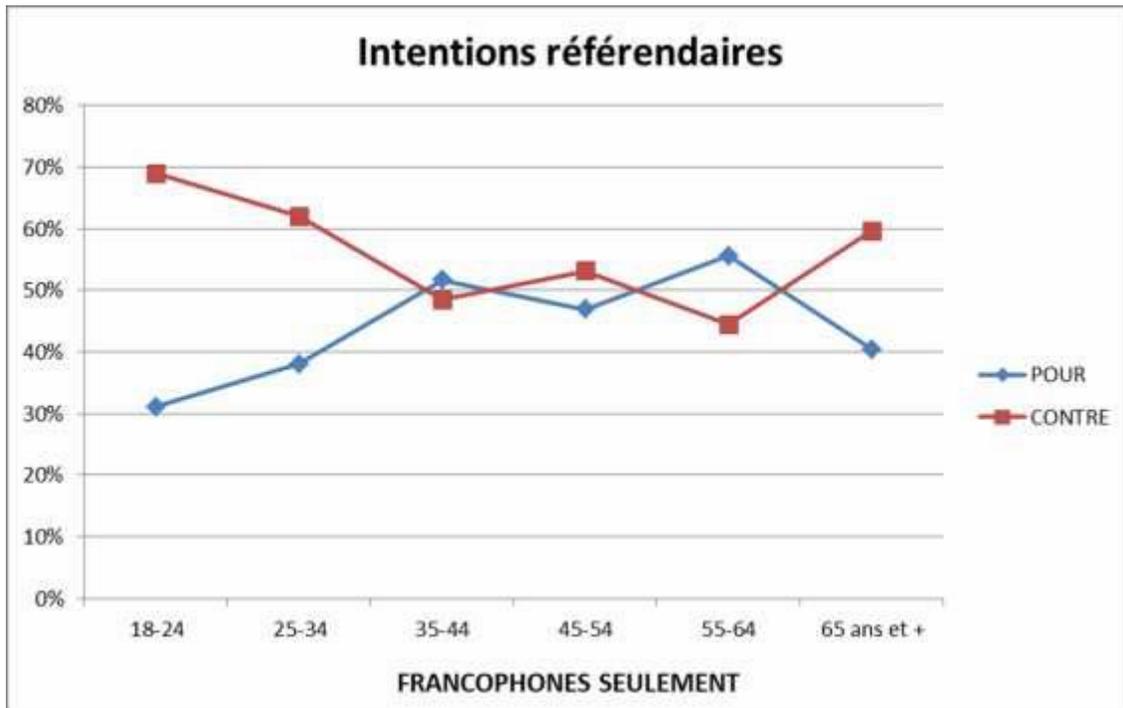


Figure 1 – Ventilation des intentions référendaires par cohortes d'âge (février 2014)

Or depuis 1995, la proportion de francophones de moins de 35 ans qui estime qu'il est possible de réformer le fédéralisme canadien de manière à satisfaire à la fois le Québec et le reste du Canada a doublé passant à plus de 80 % (Figure 2). Pourtant, une proportion tout aussi importante de répondants de ce groupe d'âge s'identifie spontanément comme Québécois (Figure 3). Cette apparente contradiction est bien illustrée par la réponse qu'a apportée Xavier Dolan à un journaliste de Toronto qui le questionnait :

« Si vous gagnez la Palme d'or, est-ce que ce serait une victoire pour le Québec ou pour le Canada? », a demandé un journaliste du Macleans, en conférence de presse. Le réalisateur a répondu « bien joué! », en riant. « Si nous gagnons, bien, je suis du Québec et le Québec fait partie du Canada, c'est un fait, c'est quelque chose qu'on sait tous... Peu importe mon point de vue politique, c'est un film très québécois, et ce serait une victoire internationale, et surtout une victoire pour les gens de mon âge, de ma génération, une forme d'espoir. Parce que mon film est porteur d'espoir », a-t-il répondu.¹

¹ source : Radio-Canada, 22 mai 2013

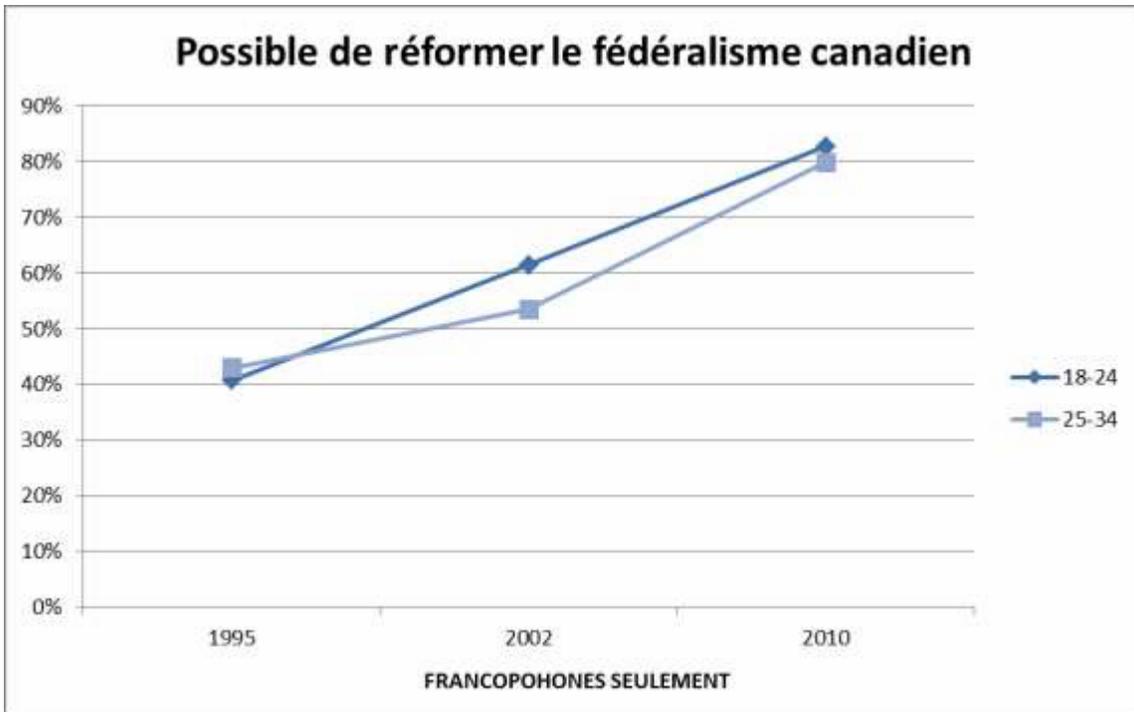


Figure 2 – Chez les moins de 35 ans, évolution de la perception du bilan du fédéralisme canadien depuis 1995

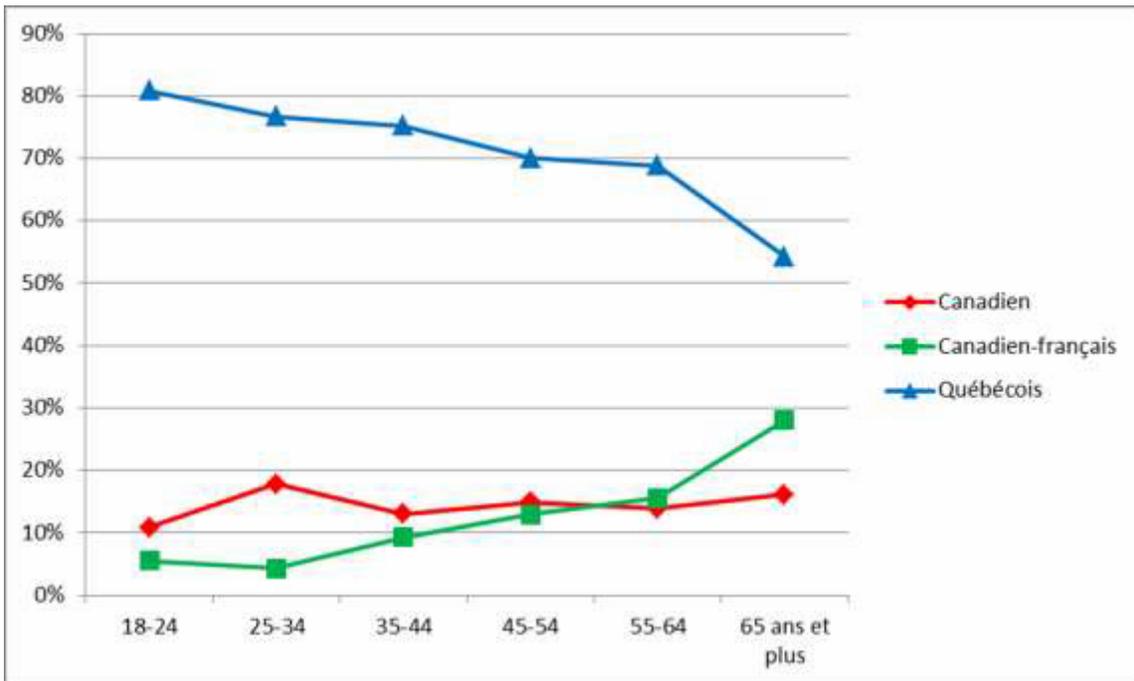


Figure 3 – Ventilation par cohortes d'âge de l'identité spontanée chez les francophones, sondage de mai 2013

Les cinq constellations

Depuis plus de 20 ans, j'utilise une segmentation de l'électorat québécois en cinq grandes constellations afin de nuancer le positionnement des électeurs en regard de la question nationale. La figure 4 présente la répartition de ces électeurs en fonction de leurs réponses à une hypothétique question référendaire. La légende est la suivante : AUTOF+, ce sont des fédéralistes décidés; AUTOF, ce sont des fédéralistes modérés; AUTOC, ce sont des ambivalents que nous dénommons des "centristes"; AUTOS, ce sont des souverainistes modérés; AUTOS+, ce sont des souverainistes décidés.

Comme on peut le constater en regardant ce graphique et comme on peut s'y attendre, plus l'on va vers des constellations aux antipodes l'une de l'autre, plus l'on se retrouve dans des camps bien retranchés, la très grande majorité des fédéralistes décidés voterait CONTRE la souveraineté lors d'un référendum, alors que la très grande majorité des souverainistes décidés voterait POUR la souveraineté. Remarquez que la proportion d'électeurs discrets augmente au fur et à mesure qu'on se dirige vers la constellation du centre, des électeurs disant soit qu'ils ne savent pas, soit qu'ils ne veulent pas répondre à la question. Ce sont les électeurs de la constellation du centre qui sont les plus intéressants, ils se partagent presque moitié-moitié entre le POUR et le CONTRE. Ils ont des opinions, mais comme on peut le voir à la Figure 5 leur opinion demeure volatile.

Ce deuxième graphique présente les mêmes constellations, mais sur deux axes. Le premier horizontal distingue les souverainistes des fédéralistes, allant de gauche à droite sur l'abscisse des coordonnées cartésiennes. Le second axe sépare graduellement les électeurs ayant peu d'intérêts ou peu décidés, en bas sur l'axe de l'ordonnée, de ceux décidés, en haut sur cet axe vertical. Lorsqu'on réinterroge des électeurs appartenant à la constellation des "centristes" à plusieurs reprises, par exemple un premier sondage en octobre, puis suivi d'un second en février, contrairement aux autres constellations, l'on constate qu'une proportion importante de ces répondants peuvent avoir changé d'opinion. Ainsi, ce sont près de 20 % de l'ensemble de l'électorat qui manifeste ainsi d'une mesure à l'autre de tels changements allant dans une direction et dans l'autre, ces électeurs provenant en très grande majorité de la constellation des "centristes".

Note : les étiquettes 4-OUI, 3-OUI, 2-OUI, 1-OUI et 0-OUI, renvoient aux réponses données par les électeurs à quatre questions résumant 4 dimensions cognitives de la question nationale : à savoir, (1) le fédéralisme n'est pas réformable? (2) le Québec a le droit de "se séparer"? (3) le Québec est capable d'être un pays indépendant? (4) la souveraineté est réalisable? Ces questions concernent le bilan, le droit, la capacité et la faisabilité pour un tel projet.

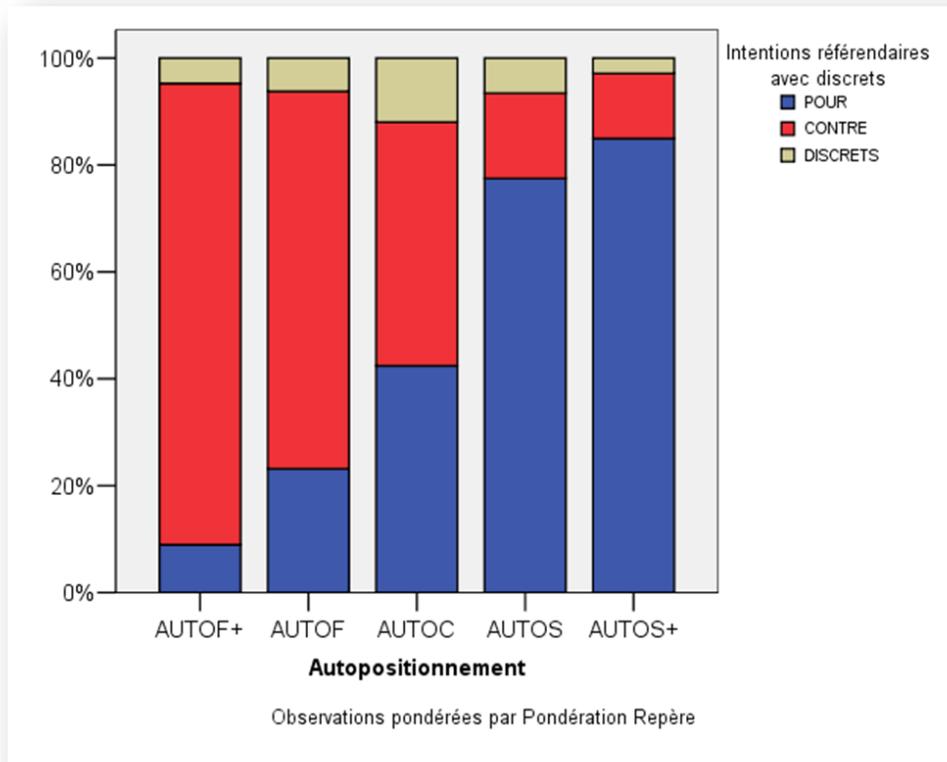


Figure 4 – Répartition des intentions référendaires pour les cinq constellations

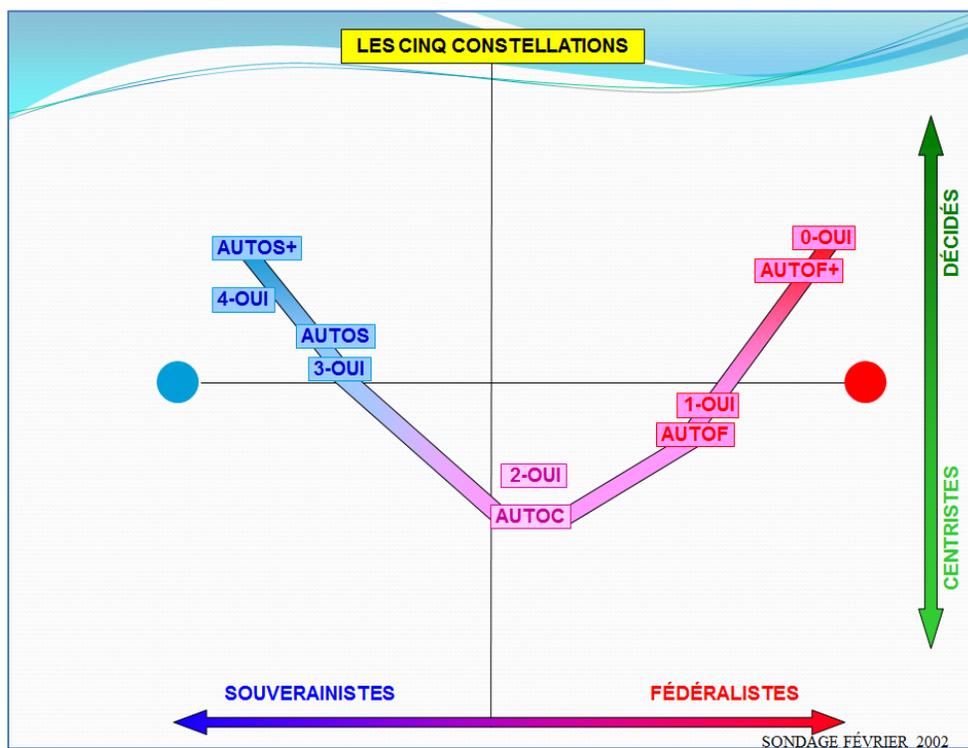


Figure 5 – La distribution des répondants selon les cinq constellations

Modélisation de l'électorat

Un modèle de l'électorat québécois (Figure 6) élaboré au début des années 2000 résiste bien aux aléas politiques (Figure 7). Il se décline en 6 composantes dont quatre concernent l'électorat francophone. Ces segments peuvent être décrits ainsi :

1. **Les partisans** : ce sont des électeurs à gauche pour le libéralisme économique et ouverts pour les valeurs morales. Ils forment la constellation des souverainistes décidés et une partie de la constellation des souverainistes modérés. Ils proviennent majoritairement du groupe d'électeurs de moins de 65 ans actifs de la typologie de Gagné & Langlois² et formant ce que ces derniers appellent le « groupe porteur ». Ils ont un sentiment identitaire fort et se considèrent Québécois. Bon nombre d'entre eux croient que leur groupe national est déprécié par les autres groupes nationaux. Dans l'ensemble, ils n'estiment pas possible de réformer le fédéralisme canadien. Ils forment le noyau dur du camp souverainiste et la base électorale du PQ. Ils comptent pour environ le quart de l'électorat.

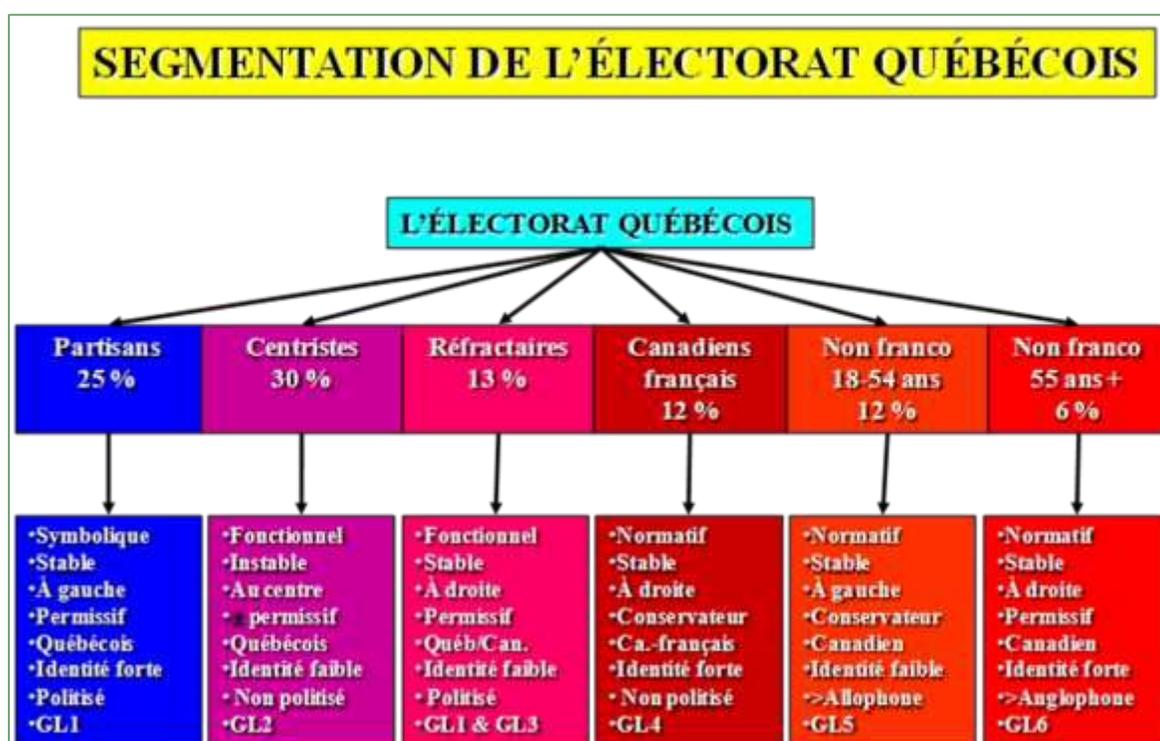


Figure 6 – Modèle de l'électorat québécois tiré du rapport de recherche Analyse des attitudes et profils de l'électorat québécois, publié en 2002

2. **Les centristes** : comme leur nom l'indique, ils se retrouvent majoritairement au sein de la constellation des centristes et débordent dans les constellations des fédéralistes et souverainistes modérés. Ils proviennent en bonne partie du groupe des électeurs francophones de moins de 65 ans (NDLR: et plus particulièrement depuis quelques années des moins de 35 ans comme nous le verrons plus loin). Ils ne sont pas à droite pour le libéralisme économique et se montrent plutôt

² Gilles Gagné et Simon Langlois, 2002, *Les raisons fortes*, éd. PUM

ouverts pour les valeurs morales. S'ils se disent majoritairement Québécois, leur sentiment identitaire demeure faible. Ils sont peu intéressés par l'actualité, se sentent incompetents politiquement et changent facilement d'allégeance partisane. Toutefois, leurs intentions électorales apparaissent plus volatiles que leur appui à la souveraineté, sans que ce dernier soit nécessairement très ferme. Ils comptent pour environ 30 % de l'électorat.

3. **Les réfractaires** : ce sont essentiellement des francophones s'identifiant comme Canadiens. Ils proviennent en bonne partie du groupe des électeurs du groupe porteur (GL1). Ils sont à droite pour le libéralisme économique et relativement ouverts pour les valeurs morales. Ce ne sont pas des normatifs. Ils ont un sentiment identitaire fort et considèrent que leur groupe d'appartenance est bien apprécié des autres groupes nationaux. Ils appuient le camp fédéraliste et forment 13 % de l'électorat.

4. **Les canadiens-français** : ils sont à droite en termes d'adhésion à l'idéologie de marché et conservateurs sur le plan moral. Très religieux, ils adhèrent fortement au respect de l'autorité et des normes. Âgés, peu instruits, ils composent le gros du groupe des inactifs de plus de 65 ans décrits par Gagné-Langlois (GL4). Ils possèdent un sentiment identitaire fort et croient que leur groupe d'appartenance est apprécié par les autres groupes nationaux. Ils sont fédéralistes et composent 12 % de l'électorat.

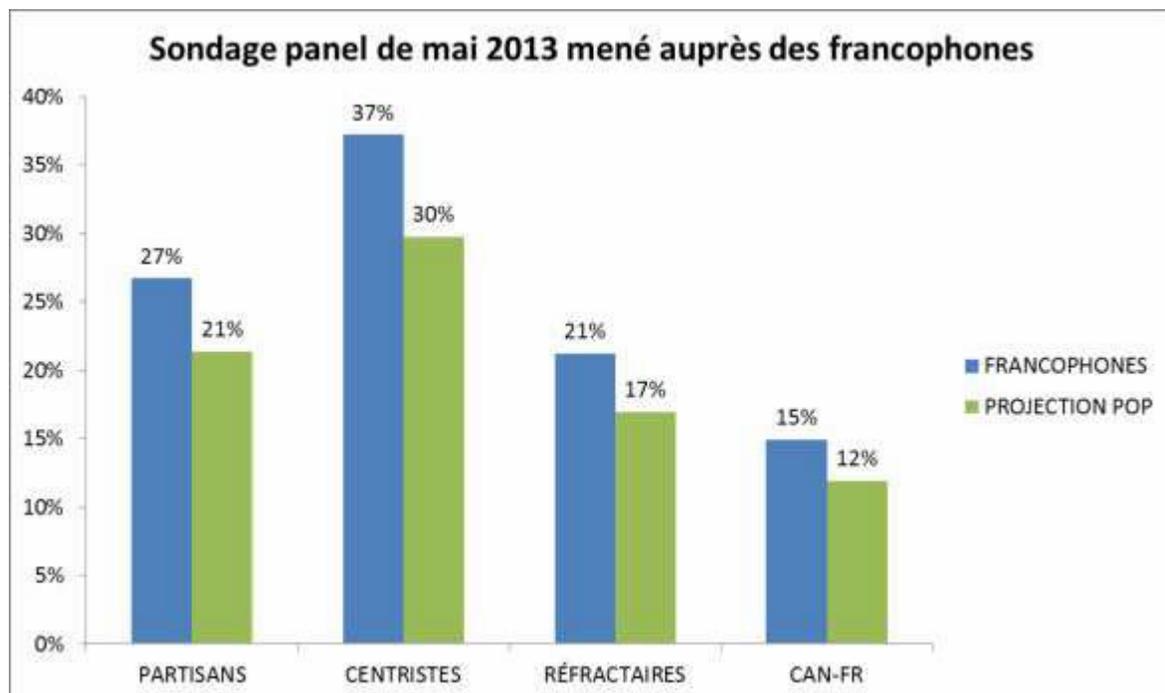


Figure 7 – Actualisation du modèle en mai 2013

La ventilation de la composition de ces segments par groupe d'âge révèle des différences importantes de proportions pour chacune des composantes du modèle (Figure 8).

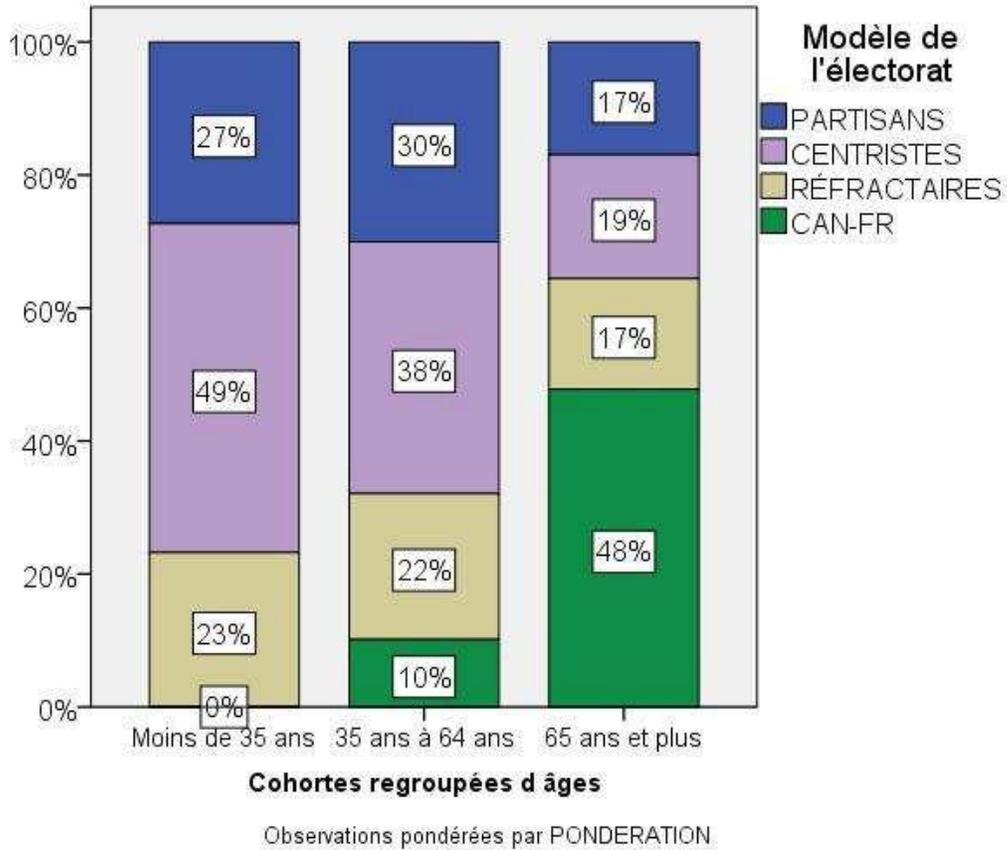


Figure 8 – Ventilation du modèle par grands groupes d'âge, sondage mai 2013 (francophones seulement)

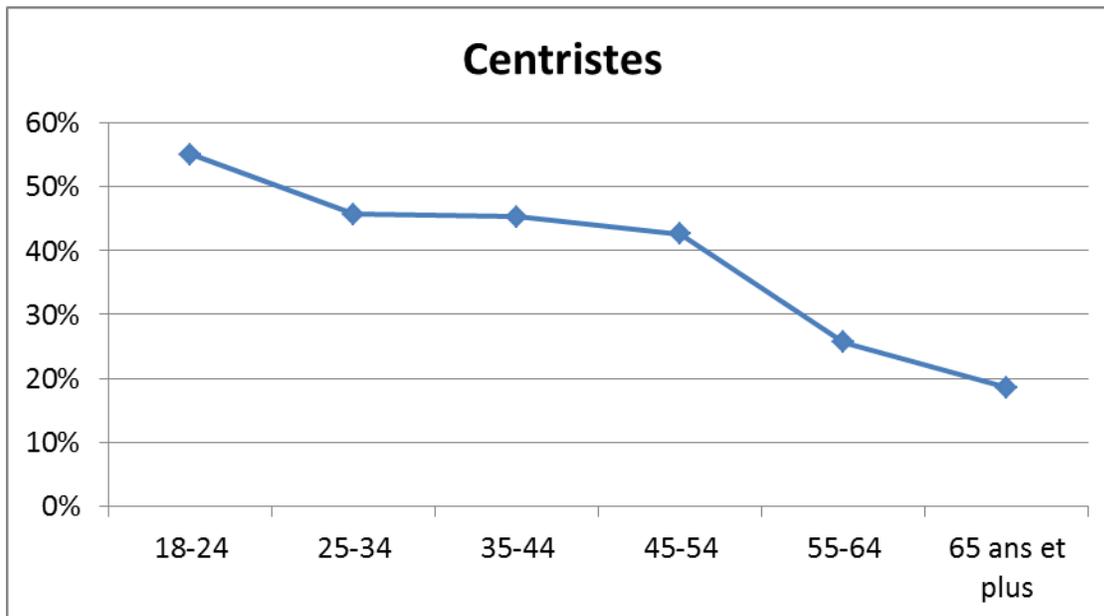


Figure 9 – Répartition des centristes par cohortes d'âge, sondage mai 2013 (francophones seulement)

Ainsi, près de la moitié des francophones de moins de 35 ans correspondait en mai 2013 au segment des centristes, alors que cette proportion tombe à 38 % chez leurs aînés âgés entre 35 et 64 ans. Plus précisément, les proportions de centristes au sein de chaque cohorte d'âge diminuent des plus jeunes vers les plus vieux (Figure 9). Autrement dit, les jeunes électeurs, s'ils s'identifient spontanément comme Québécois, ne semblent plus y accorder une grande importance et se révèlent très tièdes pour ce qui concerne la dimension constitutionnelle de leur appartenance nationale, leur intérêt pour la question nationale apparaissant faible.

Une réflexion s'impose donc.

La question nationale au XXI^e siècle

Le projet de souveraineté politique date de plus d'un demi-siècle et, sous la forme proposée par René Lévesque, de plus de 48 ans. Pour un grand nombre de Québécois, il s'apparente à un projet d'une autre époque, en fait pour tous ceux qui n'avaient pas encore le droit de vote en 1995. Or, ils sont nombreux, plus d'un million huit cent mille. La souveraineté du Québec demeure autant en phase avec leurs préoccupations que pouvaient l'être les réclamations des patriotes de 1837 au lendemain de la proclamation du British North America Act en 1867.

C'est que les conditions et contraintes du monde globalisé dans lequel nous vivons ont changé depuis le début de la seconde moitié du siècle dernier. Pour s'en convaincre, il suffit de dresser la liste des facteurs qui ont disparu ou sont apparus. Si, en 1968, le rapport Laurendeau-Dunton décrivait les Canadiens français d'alors comme des locataires dans leur propre pays, exploités et niés dans leurs droits collectifs, ce n'est plus vrai aujourd'hui. Si, à cette époque, on leur disait « speak white » en se targuant de parler le « french parisian » et non pas la langue parlée par ces « natives », le rayonnement culturel de ce peuple déborde désormais les frontières. Qui plus est, comme toutes les autres collectivités des pays riches, nous vivons sur une prospérité empruntée à l'élan des trente glorieuses. Un mode de vie de plus en plus uniformisé est venu gommer les différences culturelles issues de notre histoire. Pour s'en convaincre, il n'est que de comparer l'aménagement des pourtours de nos cités peuplées de centres commerciaux, d'autoroutes et de développements résidentiels tous plus semblables les uns que les autres. Que l'on soit à Ville-Marie au Témiscamingue, à Lévis, à Saint-Jérôme ou à Chambly, le paysage demeure le même que celui propre aux autres grandes banlieues nord-américaines. Hervé Kempf, fin observateur de notre petit peuple, a déjà noté, au fil de ses voyages chez nous, cet affadissement de notre spécificité. En réponse à une question d'une jeune admiratrice, née en 1977, lui demandant, lors d'une conférence prononcée à Montréal en avril 2009, si la souveraineté du Québec lui semblait encore nécessaire, il répondit avoir été frappé au cours de ses voyages au Québec par la force de notre combat culturel, mais ajouta-t-il, à l'inverse, plus récemment, il avait aussi été frappé par notre acculturation au mode de vie étatsunien, à quel point notre mode de vie était devenu profondément étatsunien. La vraie question qui devrait se poser, conclut-il, serait plutôt qu'est-ce que signifie être Québécois sur le continent nord-américain par rapport à l'American way of life, bref la question de l'indépendance culturelle plutôt qu'uniquement celle de l'indépendance politique. « Alors que les voitures, les autoroutes, une urbanisation délirante, une occupation de l'espace causent de nombreux problèmes environnementaux, si, par je ne sais quels mouvements ou phénomènes, la société québécoise retrouvait son énergie pour s'impliquer sur ces questions écologiques et sociales qui sont maintenant in-

dissociables, la question de l'indépendance politique reviendrait presque d'elle-même, et sous une forme différente » (Hervé Kempf au Cœur des sciences, 14 avril 2009, <http://webtv.coop>).

Les enjeux du XXI^e siècle, s'ils trouvent leurs racines dans le siècle précédent, ne sont plus du même ordre. Quand le Club de Rome mettait nos sociétés en garde contre la croissance sans limites, il y a 43 ans, de telles limites semblaient bien lointaines. Quand King Hubbert prononçait ses conférences sur le pic pétrolier prévu pour le siècle actuel, bien peu le prenaient au sérieux avec alors un prix de l'essence à 25¢ le gallon. Quand Charles David Keeling présentait ses graphiques illustrant l'augmentation en concentration du dioxyde de carbone à l'observatoire de Mauna Loa et mettait en garde les décideurs contre un probable effet de serre, personne n'en entrevoyait les conséquences. Ce sont désormais les défis qui se profilent dans un horizon peu lointain.

Commençons par le nerf de la guerre, la croissance économique. Il ne faut pas qu'être l'inventeur du jeu d'échecs pour comprendre l'effet d'une croissance exponentielle. Ainsi, un taux de 3,5 % de croissance annuelle fait en sorte que la croissance au bout de 20 ans équivaut au double de tout ce qui avait été entièrement consommé pendant les deux décennies précédentes. Au rythme actuel de l'exploitation des ressources de la planète dictée par un système économique, établi sur le consumérisme, qui n'a que le credo de la croissance tous azimuts comme moteur, pas besoin d'être grand devin pour prévoir ce qui va survenir d'ici quelques cycles de croissance.

D'abord le marché financier, celui qui s'emballle le plus vite. En 2008, la leçon n'a pas porté. Ce marché demeure toujours aussi débridé, décollé de la réalité économique. D'aucuns s'attendent à une deuxième crise financière. Mais cette fois-là, les États ne seront plus en mesure de venir voler au secours des « traders », des spéculateurs et de banquiers avides, à coup de trillions de dollars. Car les États se sont fait littéralement prendre à la gorge par ceux-là mêmes qu'ils ont sortis du pétrin. La conséquence : de crise financière, celle-ci se transformera en crise économique.

Les autres limites nous rattraperont alors. Mais, paradoxalement, la crise économique plombera la flambée des cours de l'énergie... pour un temps seulement. Parce qu'avec plus de 91 millions de barils de pétrole consommé chaque jour sur cette planète, avec une consommation de charbon qui a augmenté en flèche (37 % de 2002 à 2008) avec une demande dopée par le rattrapage des pays émergents, nous avons atteint un plateau duquel ne pourra suivre qu'une déplétion de l'offre. Car les réserves conventionnelles de pétrole, de gaz naturel et de charbon, des ressources qui se renouvellent sur des millions d'années, auront été bradées en moins d'un siècle. Aussi, il n'y aura pas de sortie commode, comme lors de la crise de 1929, parce que l'accès facile à des sources d'énergie fossile ne sera plus au rendez-vous. Qui plus est, l'effet combiné de l'épuisement des écosystèmes ajouté au stress climatique induit par la civilisation industrielle créera des contraintes analogues à celles qui s'exercent sur tout système complexe, entraînant un réajustement brusque de l'état d'équilibre de celui-ci.

Nous entrons donc de plain-pied dans une série de crises dont l'amplitude sera sans doute modulée par des efforts préalables d'atténuation. La capacité de notre civilisation à assimiler le changement pourrait en atténuer pour un temps les effets. Néanmoins, compte tenu de l'envergure des moyens technologiques déployés, on peut envisager que cette période de crise sera d'une ampleur inégalée et affectera l'ensemble de la planète.

Il est illusoire de s'imaginer un seul instant que des scénarios peu ou prou angéliques d'engagement planétaire, permettant sur un horizon d'à peine quelques décennies de prendre les virages requis, se concrétisent³. Passagers d'un Titanic titanesque, on ne doit plus se demander si nous pouvons éviter l'iceberg, mais plutôt comment y survivre collectivement. Notre survie passe inévitablement par un ensemble de traits déjà présents au sein des cultures humaines qui pourraient s'avérer décisifs pour assurer une mutation en profondeur de notre civilisation. Comme l'ont souligné certains, d'Edgar Morin à Claude Béland, l'économie solidaire pourrait être l'un des ferments pouvant assurer ce passage obligé. Mais, on ne peut être certain que ce soit cet ensemble de traits qui l'emporte. La nature n'est pas téléonomique, elle bricole de manière opportuniste. Il est donc possible que ce soit des traits culturels fort différents qui dominent finalement. Par exemple, on ne peut écarter la propension des nations et des oligarchies dominantes au maintien musclé de leurs privilèges économiques, avec ce qui en résulterait : un glissement vers des sociétés de plus en plus autoritaires et antagoniques.

Une certitude demeure : l'accommodation culturelle s'appuiera sur des traits déjà présents au sein de nos sociétés même si ceux-ci apparaissent, au moment présent, minoritaires dans leur rayonnement. Il importe donc de disséminer, parmi ces traits, ceux que nous avons la clairvoyance de percevoir comme un progrès pour l'humanité en leur donnant dès maintenant toute la visibilité requise. Or, l'économie solidaire représente au Québec plus de 7 000 entreprises, un chiffre d'affaires de plus de 33,4 \$ milliards⁴. Elle constitue une réponse née de notre histoire et de nos valeurs à l'exclusion sociale et économique. Pourtant malgré sa réussite économique et la profondeur de son enracinement culturel, les valeurs et les manières de faire de l'économie solidaire sont très mal connues de l'ensemble de nos concitoyens. Cette situation conduit notre société à ce paradoxe où notre plus importante force d'intégration sociale et de développement économique se voit reléguée, dans l'espace public, à la marginalité, quand elle n'est tout simplement pas ignorée.

Pourtant, plus que jamais, la coopération, la solidarité et la recherche du bien commun doivent être mises de l'avant comme des alternatives à l'individualisme et au matérialisme.

Les moins de 35 ans et ces enjeux.

Dans un texte inédit rédigé en 2005, [La transformation de l'espace politique et la souveraineté du Québec](#), Gilles Gagné, professeur associé au département de sociologie de l'Université Laval, pose très bien le repositionnement que ce constat impose. Les griefs envers le régime fédéral, les injustices commises par le passé envers les francophones ne feraient plus vibrer les jeunes Québécois. Ils appartiendraient au siècle précédent. Dans un monde rapetissé par la mondialisation des échanges, les problèmes environnementaux, l'épuisement des ressources et l'augmentation des coûts de l'énergie, la question nationale risque d'apparaître aux plus jeunes comme une chicane de clôture alors qu'un tsunami mondial menace de tout emporter.

« Pour se convaincre de la nécessité de combiner les perspectives politiques issues de l'histoire du Québec avec celles qui appartiennent à l'état présent du monde, il suffit de faire l'effort d'adopter un instant le point de vue de ceux qui étaient trop jeunes pour par-

³ Comme l'adoption lors du COP21 de la Convention-Cadre sur les changements climatiques.

⁴ [L'économie sociale, des valeurs qui nous enrichissent](#), Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2015-2020, mai 2015, Gouvernement du Québec, ISBN : 978-2-550-73122-1

ticiper, à titre d'électeurs, au référendum de 1995. Nous sommes aujourd'hui en 2005, 10 ans après le référendum de 1995. S'il se tenait cette année un nouveau référendum, c'est un gigantesque « comté » composé de près de 1 000 000 de nouveaux électeurs qui s'ajouteraient aux électeurs qui faisaient partie du corps électoral de 1995. Formé essentiellement de ceux qui avaient entre 7 et 17 ans en octobre 1995, ce comté est distribué sur l'ensemble du territoire québécois et, dans une lutte où chaque voix compte, c'est lui qui tient entre ses mains les résultats de la prochaine consultation. » (Gilles Gagné, op.cit.p.4)

Aux yeux de cette génération née après que René Lévesque eut pris le pouvoir, le PQ ne peut constituer une nouvelle alternative. Il s'apparente plus à ce qu'a pu représenter l'Union nationale pour leurs aînés. Mais, ce n'est pas la seule raison. Un autre écueil guette le Parti québécois : en fait, le même qui mine bien des partis se réclamant de la social-démocratie, celle-ci s'étant transformée pour plusieurs d'entre eux en social-libéralisme, les rendant incapable de changer quoi que ce soit au contrôle oligarchique actuel. Pour le PQ, cette difficulté prend en plus la forme d'un souci quasi maladif de ne pas déplaire à la frange droite de son électorat afin de ne pas nuire à ses chances de gagner un éventuel référendum. Avec le résultat qu'avec de tels attermoissements, le PQ risque en fin de compte de ne plaire à personne...

L'instabilité politique créée par cette situation peut se matérialiser par des glissements de ses appuis, plus particulièrement auprès des jeunes, tant sur sa droite que sur sa gauche vers des partis plus en harmonie avec les valeurs des uns et des autres. En milieu périurbain, ces nouveaux électeurs pourraient être attirés par l'aventure CAQ ou désormais au niveau fédéral par un PLC à l'image rajeunie, alors qu'en milieu urbain, ils le seraient par QS et, pourquoi pas, par une aile provinciale ressuscitée du NPD, chaque groupe y trouvant des réponses aux problèmes posés par leur mode de vie respectif.

Un argumentaire approprié

Est-ce que les arguments utilisés par le passé par les souverainistes auprès des centristes sont toujours valides auprès des plus jeunes? Alors que les préoccupations liées à la mondialisation prennent de plus en plus de place auprès d'eux, la notion d'indépendance des peuples résonne-t-elle encore auprès des jeunes centristes? Comment se conjuguent l'identité québécoise et les perceptions de la question nationale? Se laissent-ils bercés par la « grande illusion » de croire que les consensus québécois en matière d'autonomie politique sont bien accueillis par le Canada anglais?

L'État est-il encore perçu comme un agent de progrès social? La défense du bien commun en cette ère où l'individualisme semble nourri à l'aune du Web 2.0 a-t-elle encore des résonances? Leurs valeurs, découlant du mode de vie et du milieu dans lequel ils évoluent, ont-elles changées par rapport à leurs aînés? Nous savons que, de manière générale, les Québécois francophones se distinguent des autres Nord-Américains par l'importance qu'ils accordent aux normes et valeurs du groupe d'appartenance, étant, dans ce sens, moins individualistes que leurs concitoyens du reste du Canada ou des États-Unis. L'excellent documentaire de Carole Poliquin et d'Yvan Dubuc, [L'empreinte](#), a reçu un accueil chaleureux du public, car il illustre ces traits culturels singuliers. La nécessité de la souveraineté afin d'exercer cette liberté d'être différent, d'exprimer notre différence dans le concert des nations rejoint-elle ces jeunes centristes?

Une segmentation régionale

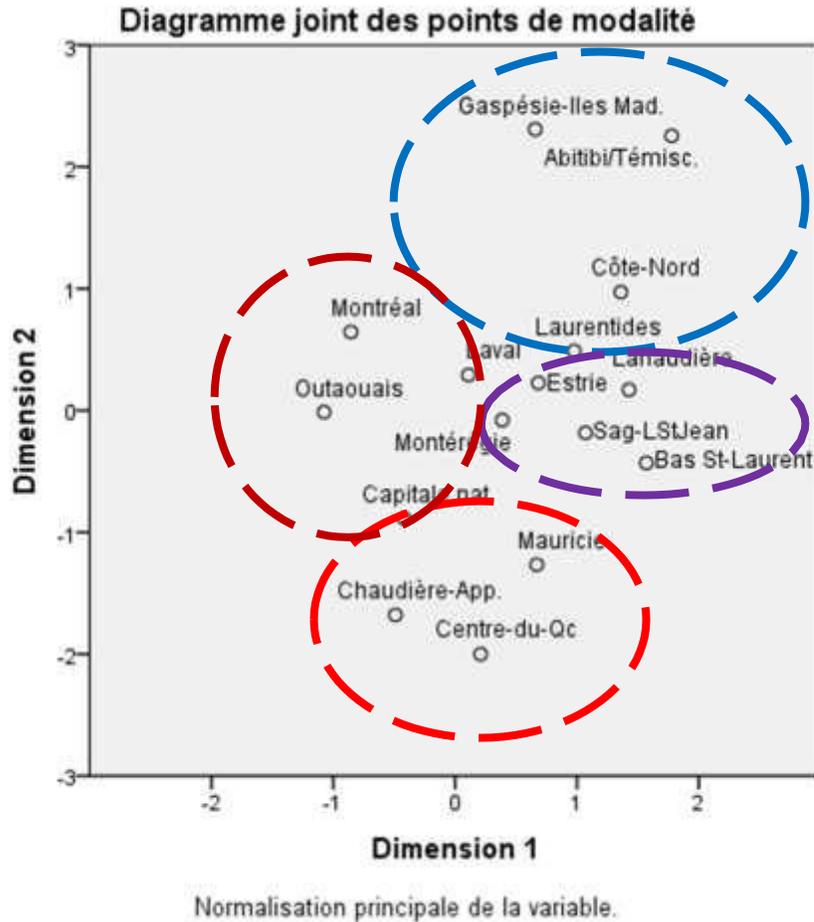


Figure 10 – Zones de répartition des penchants liés à la question nationale

Par ailleurs, le Québec francophone n'est pas homogène sur cette question. Des différences régionales importantes le scindent en au moins quatre grandes zones (Figure 10). Une première regroupe les régions où le nombre d'électeurs favorables à la souveraineté du Québec apparaît élevé (en bleu), une seconde regroupe des régions où l'électorat s'il apparaît nationaliste, demeure néanmoins centriste, une troisième regroupe des régions composées d'électeurs modérément fédéralistes et une quatrième réunit des régions où les proportions d'électeurs fédéralistes demeurent élevées. Ces variations teintent donc les intentions référendaires des moins de 35 ans (Figure 11).

FRANCOPHONES	INTENTIONS RÉFÉRENDAIRES	
	POUR	CONTRE
34 ANS ET MOINS		
Montréal	40%	61%
Québec	11%	89%
Ailleurs	42%	59%
	37%	64%

Figure 11 – Ventilation pour trois grandes zones des intentions référendaires des moins de 35 ans.

Simulation par système multi-agents

J'ai entrepris le développement à partir de 2007 d'un système multi-agents (en anglais, Agents Based Modeling) afin de simuler le comportement électoral de l'électorat à partir du modèle présenté précédemment.

En voici une présentation succincte :

Depuis les travaux pionniers d'Abelson & Bernstein⁵ en 1963, plusieurs chercheurs ont développé des programmes informatiques simulant la diffusion d'idées ou d'opinions au sein d'une population. Ce programme de simulation a été conçu à partir des résultats de travaux réalisés par le Groupe de recherche sur l'opinion publique (GROP) du Québec.

Ces travaux ont essentiellement porté sur la modélisation de l'électorat québécois en regard d'enjeux politiques. Les enquêtes réalisées ont mis en évidence la relation étroite existant au sein de l'électorat entre le niveau de polarisation sur ces enjeux et l'importance des représentations qui sous-tendent l'adhésion des électeurs à ces enjeux, c'est-à-dire la prégnance de cette adhésion pour chacun des électeurs. Le fonctionnement de ce simulateur multi-agents est établi sur cette relation. Il modélise la transmission au sein d'une population d'une opinion bipolaire.

La prégnance

Lors d'enquêtes portant sur des enjeux d'opinion, on se rend vite compte que ce ne sont pas tant les caractéristiques sociodémographiques des répondants qui permettent le mieux de les classer en fonction de ces enjeux, mais plutôt des variables psychoculturelles décrivant des représentations favorisant l'une ou l'autre expression de l'enjeu. Par exemple, des répondants affichant des résultats élevés sur l'échelle d'autoritarisme présenteront de plus fortes tendances à adopter des points de vue convergents avec cette dimension psychologique. Les répondants favorisant l'une ou l'autre alternative d'opinion peuvent ainsi être caractérisés par des échelles de mesure décrivant un ensemble de « bassins d'attraction » influençant les trajectoires que pourront suivre les traits culturels auxquels ils seront exposés. L'intégration de ceux-ci se fait donc à travers des processus d'assimilation et d'accommodation qui construisent et consolident les représentations soutenant l'adoption d'une opinion. Il ne s'agit pas d'une intégration faisant appel à un traitement strictement cognitif, mais également affectif. La part de l'affect dans la consolidation d'une opinion étant, dans bien des cas, déterminante. Adhérer à une

⁵ Abelson, R.P. & Bernstein, A. (1963) A Computer Simulation Model of Community Referendum Controversies, The Public Opinion Quarterly, Vol. 27, No. 1, pp. 93-122

opinion, c'est y trouver une zone de confort psychologique, ce qui implique de rendre congruente celle-ci avec l'identité de l'individu.

C'est pourquoi il convient mieux de parler de la prégnance d'une opinion que de simplement évoquer la capacité de représentations qu'un individu peut en posséder. Par ailleurs, un individu peut n'avoir acquis, sur un enjeu donné, que peu de prégnance, limitant d'autant ses dispositions à l'endroit de celui-ci. Pour des raisons diverses, allant de ses valeurs jusqu'à ses goûts, balisant d'autant son intérêt, une personne pourra n'avoir développé qu'une conception rudimentaire sur un enjeu particulier. L'entourage jouera donc un rôle important en contribuant à l'opinion qu'elle se forgera au fil des rencontres à l'intérieur de son réseau social.

Ainsi, l'intérêt porté envers l'actualité, le sentiment de compétence ou la capacité de représentations apparaissent fortement liés à l'expression d'opinions.

La polarisation

Une opinion bipolaire ne se présente pas seulement comme un choix binaire, mais comme un ensemble d'idées plus ou moins prononcées caractérisant la position de l'individu. Tout le spectre des positions, d'extrêmes jusqu'à modérées, peut y apparaître.

La transmission

On peut faire l'hypothèse que les opinions sont habituellement transmises d'un individu à un autre par celui qui possède la plus forte prégnance pour l'opinion transmise. Les individus possédant les plus faibles représentations sur un sujet donné sont également les plus susceptibles de changer fréquemment d'opinion. Nous qualifions de centristes les personnes qui présentent un tel comportement, car leur ambivalence les place au centre de gravité d'opinions bi — ou multipolaires. Ainsi, les centristes font montre d'une alternance soutenue au niveau de leurs intentions électorales, changeant souvent d'allégeance. Mais il ne s'agit pour autant pas d'indécis dans le sens où sont habituellement qualifiés les répondants à des sondages qui disent « ne pas savoir ». Ils expriment un choix, mais celui-ci peut changer facilement, selon les influences qu'ils recevront de leur entourage.

Des périodes de socialisation importante peuvent ainsi modifier substantiellement l'alignement politique des centristes. Lors de la campagne électorale fédérale de 2005-2006, nous avons pu suivre une telle transformation de l'opinion des centristes influencés par l'intense période de socialisation que constitue au Québec la période des Fêtes. Une fraction importante des centristes ont alors modifié leurs intentions électorales. Pour ces raisons, les centristes ont été qualifiés par certains auteurs de « papillons », en référence à leurs fréquents changements d'opinion.

Il est moins fréquent que les individus possédant une forte prégnance sur un sujet donné changent d'opinion. Ils formeront plutôt un groupe de partisans présentant des représentations structurées et passablement similaires sur ledit sujet. Au sein du système complexe formé par une population en regard d'un sujet donné, les partisans correspondent à des zones plus figées tandis que les centristes correspondent à une zone plus chaotique.

Au fur et à mesure que les centristes acquièrent de meilleures représentations, qu'ils « se forment » une opinion, nous postulons qu'ils subissent alors l'influence des membres de leur réseau social possédant une plus forte prégnance qu'eux sur ce sujet. Les individus assimilent ainsi certains des traits culturels de leurs pairs par un processus de contamination impliquant une multitude d'interactions sociales. Cette transmission au sein d'une population d'opinions polarisées se déploie en un processus dynamique non linéaire. Certains individus agiront comme des méta-influenceurs entraînant l'adhésion d'un grand nombre et suscitant chez les individus moins prégnants des renversements d'opinion inattendus. Des événements extérieurs viendront perturber cette dissémination, accentuant ou en ralentissant la progression.

Ce système multi-agents incorpore le modèle décrit à la page 6 et simulé par 200 agents interagissant les uns avec les autres selon certaines règles, chaque agent pouvant être « influencé » par 5 autres agents. La figure 12 présente une simulation issue de ce modèle programmé à l'aide du langage informatique Netlogo.

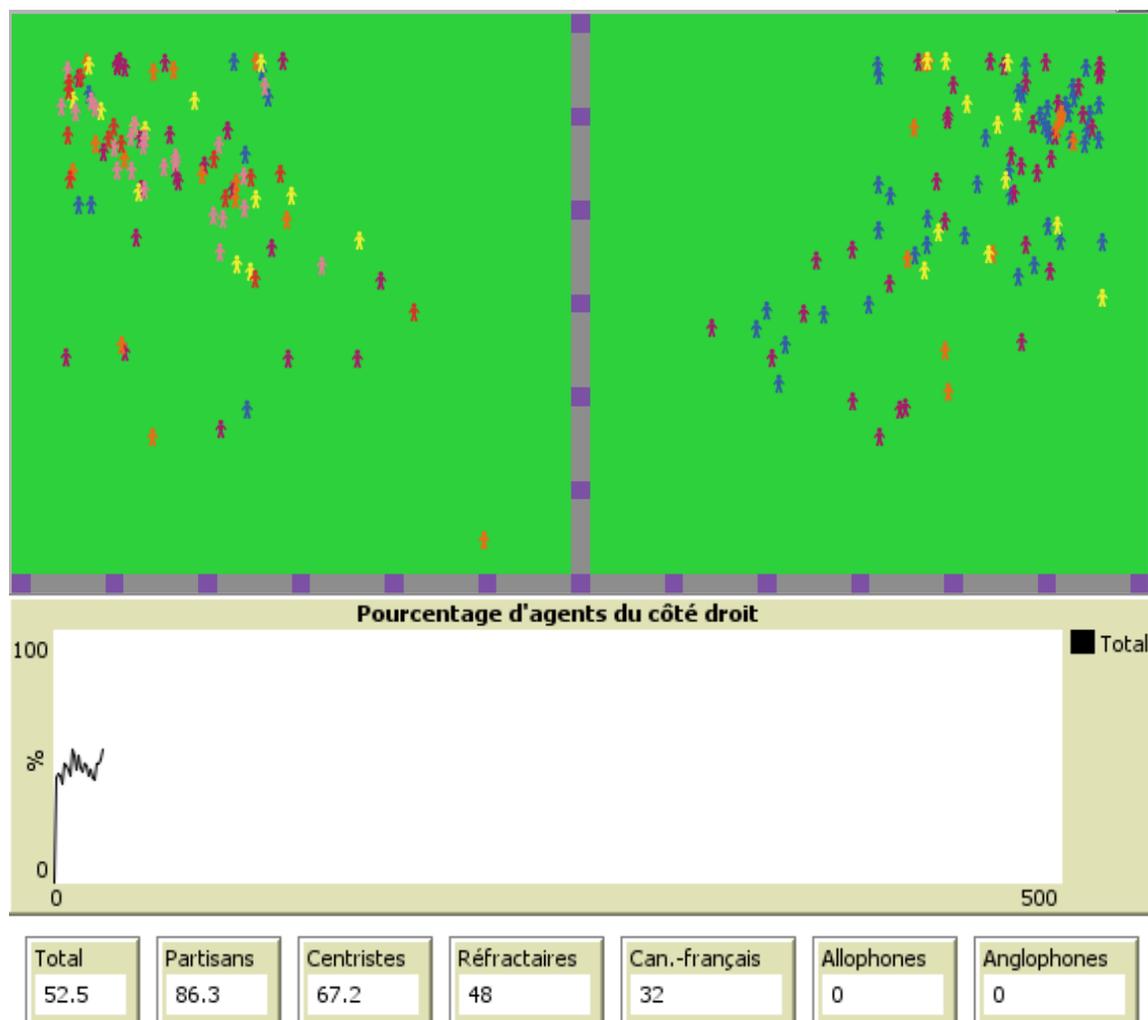


Figure 12 – Proportions des agents situés sur le côté droit pour chaque catégorie simulée

Le graphique de la partie supérieure de la Figure 12 présente la distribution des agents après plusieurs itérations ayant conduit le simulateur à un pourcentage majoritaire en faveur de la souveraineté (Total : 52,5 %). L'intérêt d'une telle simulation réside dans la distribution par catégorie du modèle que celle-ci implique. Il faut évidemment que la très grande majorité des « partisans » demeure favorable (Partisans : 86,3 %). Par ailleurs, plus des deux tiers des « centristes » doivent devenir favorables » (Centristes : 67,2 %), de même que près de la moitié des « Réfractaires » (48 %) et du tiers des Canadiens-français (32 %), dans l'hypothèse où aucun non-francophone n'emboîte le pas pour cette simulation-ci. Évidemment, il faut faire « rouler » le modèle un grand nombre de fois pour obtenir un portrait plus réaliste. C'est ce que nous avons fait et qui est présenté dans le tableau de la Figure 13. Les résultats de cet ensemble de 100 simula-

tions sont comparés avec un tableau obtenu en juillet 2012 à partir d'un sondage mené par le GROUPE.

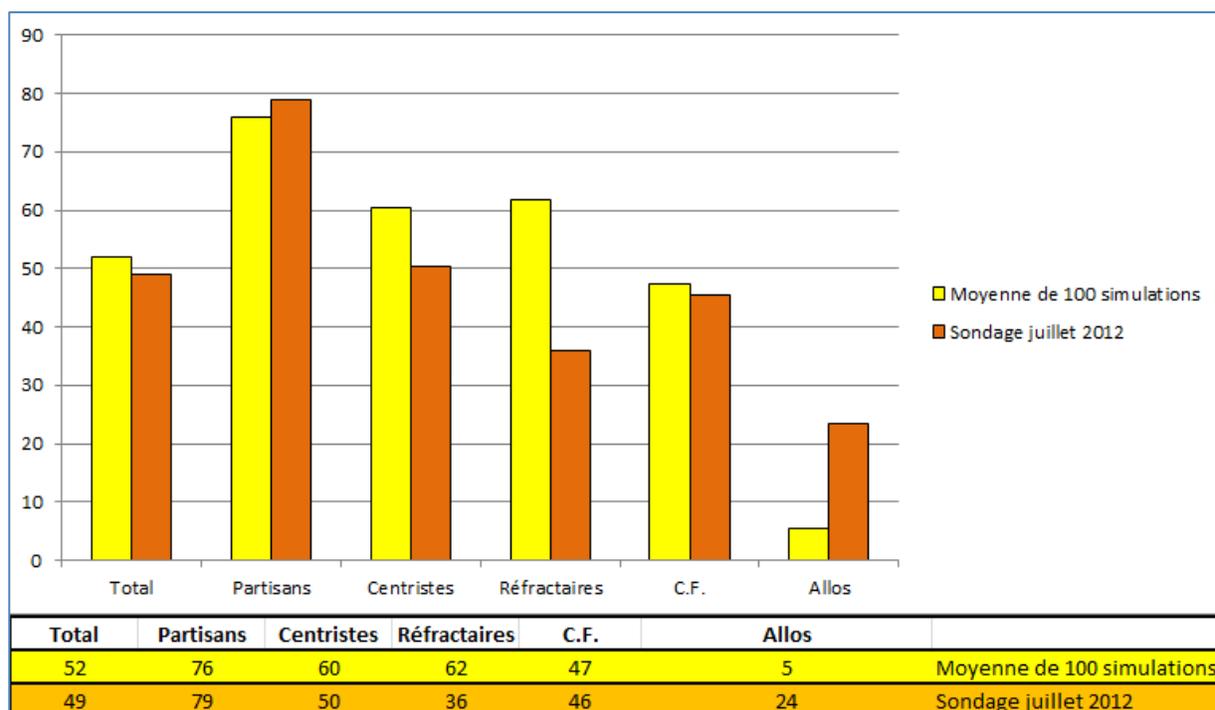


Figure 13 — Moyenne de 100 simulations pour la répartition par catégories du modèle électoral et comparaison avec la répartition obtenue lors d'un sondage mené en juillet 2012.

Il en ressort clairement les constats suivants : la proportion de « Centristes » demeure importante et il faut obtenir l'appui dans des proportions analogues des « Réfractaires », alors que celle des « Canadiens français » atteint près de la moitié d'entre eux. Enfin, l'appui d'une proportion d'allophones certes relativement faible pour le résultat de ces simulations est également nécessaire. Notons, dans ce dernier cas, que cette proportion atteignait dans une enquête réalisée en 2005 30 % des « citoyens issus de l'immigration de première ou deuxième génération » et que dans un sondage mené en juillet 2012, elle était de 24 %.

Aussi bien dire que le défi m'apparaît de taille pour le Parti québécois de rallier une telle diversité d'électeurs à l'horizon d'un éventuel prochain rendez-vous référendaire. La nécessité même de recadrer l'objet de la question référendaire ainsi que celle encore plus évidente d'une concertation, sinon d'une alliance, entre les formations formant l'opposition actuelle au gouvernement Couillard devient même une obligation.

Est-ce que ce défi pourra être relevé au-delà des divergences et des intérêts partisans? Je ne peux y répondre, sinon que par le passé, peu de dirigeants on fait passer la « Patrie avant leur parti ».

L'avenir de la question nationale

« La prédiction est un art très difficile particulièrement pour ce qui concerne l'avenir » aurait déjà dit en substance le grand physicien Niels Bohr, l'un des pères de la physique quantique. Aussi, il faut demeurer très prudent dans toute tentative de jouer aux devins⁶. Néanmoins, l'on peut tirer des leçons passées et de notre compréhension de l'évolution d'un système complexe quelques règles qui pourraient bien s'appliquer à une tentative de prospective de la question nationale.

J'en tirerai trois. Les deux premières sont des principes connus depuis longtemps en biologie⁷ et en psychologie du développement cognitif⁸ : l'assimilation et l'accommodation. Brièvement, l'assimilation correspond à la résilience d'un système soumis à des contraintes pouvant être absorbées sans remise en cause du fonctionnement général du système. L'accommodation survient lorsque, passé un certain seuil, ces contraintes font basculer le système vers un nouvel état d'équilibre impliquant des modifications en profondeur du système.

La troisième règle découle de la deuxième. Pour qu'il y ait accommodation, il faut qu'il se produise une crise suffisamment forte dépassant les capacités assimilatrices d'un système et induisant un changement brusque d'état auquel le système ne pourra répondre que par sa propre transformation. Les crises peuvent être d'intensités variables et de durées fort différentes. Mais elles constituent une condition nécessaire, quoique souvent insuffisante, pour entraîner une telle reconfiguration. Les communautés humaines n'échappent pas à ces règles : des processus d'accommodation au fil de de l'Histoire se sont imposés comme autant de chocs ou de révolutions transformant les sociétés.

Le Québec a connu par le passé sa part de crises ayant généré de telles bifurcations dans son évolution historique. La dernière en liste fut celle produite par la tentative infructueuse de réconciliation ayant mené à l'échec du lac Meech. Il est fort probable que si ce processus avait abouti à une ratification par tous les parlements provinciaux avant juin 1990, le Québec n'aurait connu ni un deuxième ni un troisième référendum.

Rétrospectivement, on doit comprendre que la crise créée par l'échec de Meech n'aura pas été d'une ampleur suffisante de manière à permettre une reconfiguration constitutionnelle allant d'ailleurs autant dans un sens que dans l'autre. Prospectivement, il en découle que seule une situation de crise suffisamment perturbante pourrait enclencher un processus d'accommodation pouvant déboucher sur une transformation du cadre politique et constitutionnel.

Des crises initiées par les acteurs politiques? J'en doute, d'une part, les politiciens ont tendance à être pusillanimes et velléitaires une fois au pouvoir afin de ne pas se mettre en porte-à-faux avec l'opinion publique. Il est plus probable que celles-ci résulteront des contraintes accumulées par notre civilisation thermo-industrielle (voir la section « [Une réflexion s'impose donc](#) ») qui finiront par nécessité de fortes capacités d'accommodation⁹. Est-ce que la souveraineté pourra toujours être une réponse lorsque de telles crises surviendront? Si les changements démographiques que connaît le Québec persistent à aller dans le sens d'une désaffection ou d'une indifférence à l'endroit de la question nationale, c'est loin d'être certain.

⁶ Même si je dois en décevoir certains par l'absence de formule magique!

⁷ Gauthier, J.-Y., Lefevre, J.-C., Richard, G., Trehen, P. (1978) *Écoéthologie*, édition Masson, Paris.

⁸ Piaget, J. et Inhelder, B. (1975) *La psychologie de l'enfant*, édition PUF, col. Que-sais-je? No.369

⁹ Il faut lire à ce sujet *Comment tout peut s'effondrer* de Pablo Servigne et Stevens Raphaël, édition Seuil, 2015